



DECISION

Délégation du conseil au maire.

Marché Travaux Lot 5B – Revitalisation du Centre Bourg- Avenant 3

Le Maire de la Commune de Grand-Aigueblanche,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22,

VU la délibération en date du 25/05/2020 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

VU le présent marché de travaux pour la revitalisation du centre bourg de la commune de Grand-Aigueblanche passé en application de la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 et R2123-4 R 2123-5 du code de la commande publique,

VU la décision du 17 octobre 2022 approuvant les marchés de travaux des lots 5A, 5B et 6

VU le marché signé en date du 18 Octobre 2022 entre la S.A.S. et la MENUISERIE GAL,

VU la notification en date du 21 Octobre 2022 du marché de travaux pour la rénovation de l'ancien corps de ferme du château de Grand-Aigueblanche en restaurant, commerces dans le cadre de la revitalisation du centre Bourg,

Vu l'avenant n°03 au marché n° 22.521 Lot 05B Menuiserie Bois

Considérant qu'il y a lieu d'ajouter des modifications,

DECIDE

Article 1 :

- Est approuvé l'avenant n°03 au marché n° 22.521 – MENUISERIE GAL– Lot 5B Menuiserie Bois pour la revitalisation du centre bourg de la commune de Grand-Aigueblanche pour un montant de 642.82 € HT.

Le montant du marché de travaux, après avenant n°03 s'élève à 172 481.06 € HT, au lieu de 158 000.00 € HT, prévu initialement. Soit une augmentation de 9.17% ;

- Autorise la Société d'Aménagement de la Savoie, mandataire, à signer cet avenant.

Article 2 : La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales de la commune de Grand Aigueblanche et un extrait en sera affiché selon les modalités en vigueur.

Article 3 : Ampliation de la présente décision adressée à Monsieur le Sous-préfet d'Albertville.

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

Grand-Aigueblanche, le 13 février 2024

Le Maire,



André POINTET